

RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 01721
Numéro SIREN : 413 598 558
Nom ou dénomination : ELOGEN

Ce dépôt a été enregistré le 29/09/2023 sous le numéro de dépôt 14133



Le :

N° 20 SEP. 2023

14/133

ELOGEN

Société par actions simplifiée au capital de 4.713.655,65 euros
Siège social : 8 avenue du Parana, ZA de Courtaboeuf – 91940 Les Ulis
413 598 558 RCS Evry

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES
DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 JUIN 2023**

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître une perte nette comptable de (10.211.526) euros, décide de l'affecter de comme suit :

- Imputation à hauteur de (3.811,23) euros au poste « Réserve légale » dont le solde sera ramené à 0,
- Affectation du solde à hauteur de (10.207.714,8) euros au poste « Report à nouveau », dont le solde s'élèvera désormais à (14.247.821,80) euros.

L'Associé Unique constate qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices sociaux.

Certifié conforme.

Le Président

La société **GAZTRANSPORTS ET TECHNIGAZ**
Représentée par Philippe Berterottière

**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**

Bilan

artificielles conformes

F.H. Schmitt

**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**

A L'ORIGINAL
CERTIFIÉ CONFORMÉ

Bilan actif

	Brut	31/12/2022 Amort. Prov.	Net	31/12/2021 Net
Capital souscrit non appelé (I)	5 812 500		5 812 500	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	2 625 220	203 384	2 421 836	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	1 656 273	1 623 722	32 551	54 813
Fonds commercial	1 400 000	1 400 000		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage Industriels	3 300 325	2 517 273	783 052	292 586
Autres immobilisations corporelles	2 693 783	1 297 734	1 396 049	904 874
Immobilisations corporelles en cours	1 345 270		1 345 270	229 512
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	200 000	100 000	100 000	100 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	41 639		41 639	37 774
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	13 262 511	7 142 113	6 120 398	1 619 560
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements	377 914	28 211	349 703	370 078
En-cours de production (biens et services)	30 721	30 721		
Produits Intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 752 604		2 752 604	1 911 970
CRÉANCES				
Créances clients et comptes rattachés (ventes ou prestations de services)	2 619 608	144 500	2 475 108	2 486 545
Autres créances	3 311 316		3 311 316	2 084 490
Capital souscrit appelé non versé				
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres	765		765	765
INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE				
DISPONIBILITÉS	11 671 210		11 671 210	3 145 828
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	101 636		101 636	117 595
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	20 865 773	203 432	20 662 340	10 117 271
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	39 940 783	7 345 546	32 595 238	11 736 830

Bilan passif

		31/12/2022	31/12/2021
		Net	Net
	Capital (dont versé : 10 491 680 €)	16 304 180	4 713 656
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Écarts de réévaluation		
	Écarts d'équivalence		
	RÉSERVES		
CAPITAUX PROPRES	Réserve légale	3 811	3 811
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Réserves indisponibles		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-4 040 107	-49 692
	Résultat de l'exercice	-10 211 526	-8 649 891
	Subventions d'investissement	16 678 373	
	Provisions réglementées		
	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	18 734 731	-3 982 116
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)		
PROV.	Provisions pour risques	7 311 331	3 390 940
	Provisions pour charges	323 087	373 087
	TOTAL PROVISIONS (II)	7 634 418	3 764 027
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers	12 500	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 070 831	4 070 855
	Dettes fiscales et sociales	1 667 211	856 879
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		5 500 000
	Produits constatés d'avance	475 546	1 527 185
	TOTAL DETTES (III)	6 226 089	11 954 919
	Écarts de conversion passif (IV)		
TOTAL PASSIF (I+I BIS+II+III+IV)		32 595 238	11 736 830

Bilan

artificielles conformes

F.H. Schmitt

Compte de résultat

Compte de résultat

(1/2)

		31/12/2022 (12 mois)	31/12/2021 (12 mois)
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Vente de marchandises		
	Production vendue (biens et services)	4 556 375	4 820 028
		MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	4 556 375
	Production stockée	30 721	
	Production immobilisée	2 876 039	
	Subventions d'exploitation	789 644	635 994
	Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	2 797 578	2 180 394
	Autres produits	1 609	1 940
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	11 051 966	7 638 358
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Achats de matière première et autres approvisionnements	8 162 245	5 509 433
	Variation des stocks de matières premières, fournitures et autres approvisionnements	43 144	-39 508
	Autres achats et charges externes	5 587 162	3 918 870
	Impôts, taxes, et versements assimilés	113 447	94 927
	Salaires et traitements	3 692 092	2 572 427
	Charges sociales	1 320 806	908 492
	Dotations aux amortissements et aux provisions	381 780	267 424
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
	Sur actif circulant : dotation aux provisions	75 221	50 980
	Pour risques et charges : dotations aux provisions	6 641 379	2 943 679
	Autres charges	210 120	145 616
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	26 217 396	16 372 342
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-15 165 430	-8 733 986
QUOTES-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN			
	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
	De participations		1 412
PRODUITS FINANCIERS	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 000 000	
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change	4 444	1 461
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	5 004 444	2 873
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	135 176	42 453
	Différences négatives de change	1 270	2 826
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	136 446	45 279
	RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	4 867 998	-42 406

Compte de résultat**(2/2)**

		31/12/2022 (12 mois)	31/12/2021 (12 mois)
		Net	Net
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV + V - VI)	-10 297 432	-8 776 392
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		30 000
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		30 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	14 094	26 171
	Sur opérations en capital		71 983
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	14 094	98 154
	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-14 094	-88 154
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		104 037
	Impôts sur les bénéfices (X)	-100 000	-298 692
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	16 056 410	7 671 229
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	26 267 936	16 321 120
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-10 211 526	-8 649 891

Préambule

L'exercice fiscal clos le **31/12/2022** a une durée de **12 mois**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **32 595 237,81 €**.

Le résultat net comptable est une perte de **10 211 525,98 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

• Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue :

TYPE D'IMMOBILISATION	DURÉE D'AMORTISSEMENT
BÂTIMENTS, INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
MATÉRIEL ET OUTILLAGE	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

• Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

• Frais de Recherche et Développement

• Inscription à l'actif

Du fait de la nature de l'activité de la société et compte tenu de son caractère innovant, une partie significative des charges de la société correspond à la définition des frais de développement énoncés par la PCG. Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si les 6 conditions définies par les normes comptables sont remplies. Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées à l'actif du bilan.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les dépenses liées au projet de développement inscrit au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que le projet lié remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel sont comptabilisés.

• Stocks

Les stocks sont évalués selon :

- La méthode premier entré, premier sorti (FIFO)

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

• Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

• Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

• Avances remboursables

Les avances reçues d'organismes publics ou privés pour le financement des activités de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres ». Les intérêts correspondants sont présentés au passif du bilan en Emprunts et dettes financières diverses.

• Subventions

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

• Subvention d'exploitation :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues.

• Subvention d'investissement :

En septembre 2022, Elogen s'est vu attribuer une subvention par l'État français pour son projet de « gigafactory » et de renforcement de sa R&D dans le cadre du PIIEC1 Hydrogène. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.]

• Frais d'augmentation du capital

En application de la méthode de référence (ANC 2018-01), les frais d'émission de capital sont comptabilisés au bilan, en déduction de la prime d'émission.

Événements significatifs de l'exercice

• Faits caractéristiques de l'exercice

Opération d'augmentation de capital.

Aux termes des décisions de l'Associé Unique du 14 Juin 2022, le capital social a été réduit d'un montant de 4.659.475,70 euros par voie de réduction du nominal des actions composant le capital social de 0.87 euros à 0.01 euros, puis augmenté d'un montant de 8.500.000 euros par la création de 850.000.000 actions nouvelles libérées du quart par compensation de créance sur la société pour être fixé à 8.554.179,95 euros.

Aux termes des décisions de l'Associé Unique du 22 décembre 2022 le capital social a été augmenté d'un montant de 7.750.000 euros par la création de 775.000.000 actions nouvelles libérées du quart par compensation de créance sur la société, pour être fixé à 16.304.179,95 euros.

Le capital social est fixé à la somme de 16.304.179,95 euros (seize millions trois cent quatre mille cent soixante-dix-neuf euros et quatre-vingt-quinze centimes), divisé en 1.630.417.995 (un milliard six cent trente millions quatre cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-quinze) actions de 0,01 euro (un centime) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites, dont 855.417.995 actions intégralement libérées et 775.000.000 actions libérées du quart.

Obtention d'une subvention dans le cadre de l'implantation de la Gigafactory de Vendôme.

La société ELOGEN, s'est engagée dans un projet d'implantation d'une Gigafactory qui s'inscrit dans le plan de relance du gouvernement, et a perçu à ce titre une subvention de la BPI d'un montant de 17 millions d'euros.

Abandon de créance

La société a bénéficié d'un abandon de créance de la part de GTT d'un montant 5 000 000 euros.

Informations complémentaires

Informations relatives aux postes du bilan

• Tableau des immobilisations

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (A)	AUGMENTATIONS (B)	DIMINUTIONS (C)	VALEUR BRUTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (D)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	203 384,00			203 384,00
Brevets				
Fonds commercial	1 400 000,00			1 400 000,00
Autres	1 655 773,00	2 422 336,00		4 078 109,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Autres	5 206 136,00	2 456 420,00	323 176,00	7 339 379,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	200 000,00			200 000,00
Prêts				
Autres	37 774,00	3 865,00		41 639,00

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
 (B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (D) Solde des comptes à la date de la plaquette

• Tableau des amortissements et dépréciations

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (A)	AUGMENTATIONS (B)	DIMINUTIONS (C)	VALEUR BRUTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (D)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	203 384,00			203 384,00
Brevets				
Fonds commercial				
Autres	1 600 960,00	22 762,00		1 623 722,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Autres	3 779 163,00	359 020,00	323 175,00	3 815 008,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
 (B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

- Tableau des provisions

NATURE DE LA PROVISION	VALEUR COMPTABLE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	DOTATION	REPRISE	VALEUR COMPTABLE À LA CLÔTURE
Provisions pour garanties données aux clients	78 487,00		50 000,00	28 487,00
Provision pour risque affaire	936 680,00	364 348,00	936 680,00	364 348,00
Provision pour maintenance	294 600,00			294 600,00
Provision pour perte	2 454 280,00	6 197 834,00	1 784 308,00	6 867 786,00
Provision garantie		79 197,00		79 197,00
Provision sur fonds de commerce	1 400 000,00			1 400 000,00
Provision sur stock	50 980,00	30 721,00	22 769,00	58 932,00
Provision sur comptes clients	100 000,00	44 500,00		144 500,00
Provision sur litiges	78 487,00		50 000,00	28 487,00
Provision sur titres de participations	100 000,00			100 000,00

- État des créances

	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	ENTRE UN AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	41 639,00	41 639,00		
Clients douteux ou litigieux	189 000,00	189 000,00		
Autres créances clients	2 430 608,00	2 430 608,00		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	5 281,00	5 281,00		
ÉTATS ET AUTRES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES				
Impôts sur les bénéfices	614 735,00	614 735,00		
TVA	1 568 258,00	1 568 258,00		
Autres impôts	767 676,00	767 676,00		
Divers	172,00	172,00		
Groupes et associés	336 412,00	336 412,00		
Débiteurs divers	18 782,00	18 782,00		
Charges constatées d'avance	101 636,00	101 636,00		
TOTAL	6 074 199,00	6 074 199,00		
Montants des prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

- État des dettes

	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	ENTRE UN AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	12 500,00	12 500,00		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 070 831,00	4 070 831,00		
Personnel et comptes rattachés	682 413,00	682 413,00		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	302 633,00	302 633,00		
ÉTATS ET AUTRES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	153 541,00	153 541,00		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	528 624,00	528 624,00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	475 546,00	475 546,00		
TOTAL	6 226 088,00	6 226 088,00		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

- État des charges à payer et des produits à recevoir

CHARGES À PAYER	MONTANT	COMMENTAIRE
Factures non parvenues	3 038 732,00	
Dettes fiscales et sociales	784 368,00	
Charges à payer	9 711,00	
TOTAL	3 832 811,00	

PRODUITS À RECEVOIR	MONTANT	COMMENTAIRE
Facture à établir	2 308 597,00	
Subvention	767 676,00	
TOTAL	3 076 273,00	

- État des charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT	COMMENTAIRE
CCA	101 636,00	
TOTAL	101 636,00	

- État des produits constatés d'avance

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT	COMMENTAIRE
PCA	475 546,00	0
TOTAL	475 546,00	

- Capitaux propres

RUBRIQUES	DÉBUT D'EXERCICE	AUGMENTATION DE CAPITAL	RÉDUCTION DE CAPITAL	AFFECTATION DU RÉSULTAT	FIN D'EXERCICE
Capital	4 713 656,00	10 437 500,00	-4 659 475,70		10 491 680,00
Fonds fiduciaires					
Primes liées au capital social					
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	3 811,00				3 811,00
Autres réserves					
Actionnaires capital souscrit non versé		5 812 500,00	0,00		5 812 500,00
Report à nouveau créditeur					
Report à nouveau débiteur	-49 692,00		4 659 475,70	-8 649 890,97	-4 040 107,00
Résultat de l'exercice	-8 649 890,97			8 649 890,97	-10 211 525,98
TOTAL	-3 982 115,97	16 250 000,00			2 056 358,02

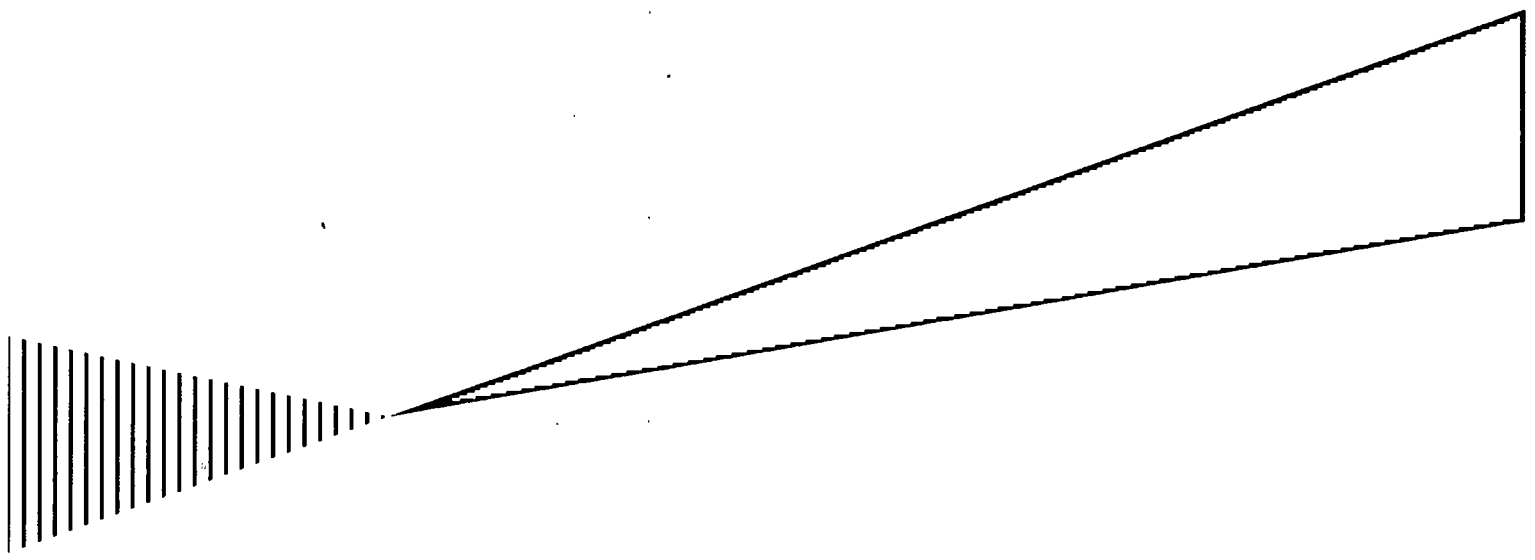
Informations relatives à l'effectif

- Tableau de l'effectif moyen N

CATÉGORIE	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cadres	38,00	16,00	54,00
Non-cadres	7,00	1,00	8,00
Employés	3,00		3,00

- Tableau de l'effectif moyen N-1

CATÉGORIE	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cadres	27,00	8,00	35,00
Non-cadres	7,00		7,00
Employés			



Elogen

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Elogen

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Elogen,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Elogen relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

▣ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

▣ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Stéphane Pédron', written over a horizontal line.

Stéphane Pédron

Bilan

Bilan actif

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)		5 812 500		5 812 500	
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement	2 625 220	203 384	2 421 836	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	1 656 273	1 623 722	32 551	54 813
	Fonds commercial	1 400 000	1 400 000		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 300 325	2 517 273	783 052	292 586
	Autres immobilisations corporelles	2 693 783	1 297 734	1 396 049	904 874
	Immobilisations corporelles en cours	1 345 270		1 345 270	229 512
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
	Participations	200 000	100 000	100 000	100 000
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	41 639		41 639	37 774	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	13 262 511	7 142 113	6 120 398	1 619 560	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements	377 914	28 211	349 703	370 078
	En-cours de production (biens et services)	30 721	30 721		
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes	2 752 604		2 752 604	1 911 970
	CRÉANCES				
	Créances clients et comptes rattachés (ventes ou prestations de services)	2 619 608	144 500	2 475 108	2 486 545
	Autres créances	3 311 316		3 311 316	2 084 490
	Capital souscrit appelé non versé				
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres	765		765	765
	INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE				
DISPONIBILITÉS	11 671 210		11 671 210	3 145 828	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	101 636		101 636	117 595	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	20 865 773	203 432	20 662 340	10 117 271	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)					
Primes de remboursement des obligations (V)					
Écarts de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)		39 940 783	7 345 546	32 595 238	11 736 830

Bilan passif

		31/12/2022	31/12/2021
		Net	Net
CAPITAUX PROPRES	Capital (dont versé : 10 491 680 €)	16 304 180	4 713 656
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Écarts de réévaluation		
	Écarts d'équivalence		
	RÉSERVES		
	Réserve légale	3 811	3 811
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Réserves indisponibles		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-4 040 107	-49 692
Résultat de l'exercice	-10 211 526	-8 649 891	
Subventions d'investissement	16 678 373		
Provisions réglementées			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	18 734 731	-3 982 116
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)		
PROV.	Provisions pour risques	7 311 331	3 390 940
	Provisions pour charges	323 087	373 087
	TOTAL PROVISIONS (II)	7 634 418	3 764 027
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers	12 500	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 070 831	4 070 855
	Dettes fiscales et sociales	1 667 211	856 879
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		5 500 000
Produits constatés d'avance	475 546	1 527 185	
	TOTAL DETTES (III)	6 226 089	11 954 919
	Écarts de conversion passif (IV)		
TOTAL PASSIF (I+I BIS+II+III+IV)		32 595 238	11 736 830

Compte de résultat

Compte de résultat

(1/2)

		31/12/2022 (12 mois)	31/12/2021 (12 mois)
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Vente de marchandises Production vendue (biens et services)	4 556 375	4 820 028
	MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	4 556 375	4 820 028
	Production stockée	30 721	
	Production immobilisée	2 876 039	
	Subventions d'exploitation	789 644	635 994
	Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	2 797 578	2 180 394
	Autres produits	1 609	1 940
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	11 051 966	7 638 356
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Achats de matière première et autres approvisionnements	8 152 245	5 509 433
	Variation des stocks de matières premières, fournitures et autres approvisionnements	43 144	-39 508
	Autres achats et charges externes	5 587 162	3 918 870
	Impôts, taxes, et versements assimilés	113 447	94 927
	Salaires et traitements	3 692 092	2 572 427
	Charges sociales	1 320 806	908 492
	Dotations aux amortissements et aux provisions	381 780	267 424
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
	Sur actif circulant : dotation aux provisions	75 221	50 980
	Pour risques et charges : dotations aux provisions	6 641 379	2 943 679
	Autres charges	210 120	145 616
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	26 217 396	16 372 342
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-15 165 430	-8 733 986
QUOTES-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN			
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			
PRODUITS FINANCIERS	De participations		1 412
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 000 000	
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change	4 444	1 461
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	5 004 444	2 873
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	135 176	42 453
	Différences négatives de change	1 270	2 826
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	136 446	45 279
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)		4 867 998	-42 406

Compte de résultat

(2/2)

		31/12/2022 (12 mois)	31/12/2021 (12 mois)
		Net	Net
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV + V - VI)		-10 297 432	-8 776 392
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		30 000
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)			30 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	14 094	26 171
	Sur opérations en capital		71 983
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		14 094	98 154
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		-14 094	-68 154
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)			104 037
Impôts sur les bénéfices (X)		-100 000	-298 692
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		16 056 410	7 671 229
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		26 267 936	16 321 120
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-10 211 526	-8 649 891

Préambule

L'exercice fiscal clos le **31/12/2022** a une durée de **12 mois**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **32 595 237,81 €**.

Le résultat net comptable est une perte de **10 211 525,98 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

◦ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue :

TYPE D'IMMOBILISATION	DURÉE D'AMORTISSEMENT
BÂTIMENTS, INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
MATÉRIEL ET OUTILLAGE	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

◦ Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

◦ Frais de Recherche et Développement

• Inscription à l'actif

Du fait de la nature de l'activité de la société et compte tenu de son caractère innovant, une partie significative des charges de la société correspond à la définition des frais de développement énoncés par la PCG. Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si les 6 conditions définies par les normes comptables sont remplies. Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées à l'actif du bilan.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les dépenses liées au projet de développement inscrit au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que le projet lié remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel sont comptabilisés.

◦ Stocks

Les stocks sont évalués selon :

- La méthode premier entré, premier sorti (FIFO)

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

◦ Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

◦ Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

◦ Avances remboursables

Les avances reçues d'organismes publics ou privés pour le financement des activités de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres ». Les intérêts correspondants sont présentés au passif du bilan en Emprunts et dettes financières diverses.

◦ Subventions

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

- Subvention d'exploitation :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues.

- Subvention d'investissement :

En septembre 2022, Elogen s'est vu attribuer une subvention par l'État français pour son projet de « gigafactory » et de renforcement de sa R&D dans le cadre du PIIEC1 Hydrogène. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.]

◦ Frais d'augmentation du capital

En application de la méthode de référence (ANC 2018-01), les frais d'émission de capital sont comptabilisés au bilan, en déduction de la prime d'émission.

Événements significatifs de l'exercice

◦ Faits caractéristiques de l'exercice

Opération d'augmentation de capital.

Aux termes des décisions de l'Associé Unique du 14 juin 2022, le capital social a été réduit d'un montant de 4.659.475,70 euros par voie de réduction du nominal des actions composant le capital social de 0,87 euros à 0,01 euros, puis augmenté d'un montant de 8.500.000 euros par la création de 850.000.000 actions nouvelles libérées du quart par compensation de créance sur la société pour être fixé à 8.554.179,95 euros.

Aux termes des décisions de l'Associé Unique du 22 décembre 2022 le capital social a été augmenté d'un montant de 7.750.000 euros par la création de 775.000.000 actions nouvelles libérées du quart par compensation de créance sur la société, pour être fixé à 16.304.179,95 euros.

Le capital social est fixé à la somme de 16.304.179,95 euros (seize millions trois cent quatre mille cent soixante-dix-neuf euros et quatre-vingt-quinze centimes), divisé en 1.630.417.995 (un milliard six cent trente millions quatre cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-quinze) actions de 0,01 euro (un centime) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites, dont 855.417.995 actions intégralement libérées et 775.000.000 actions libérées du quart.

Obtention d'une subvention dans le cadre de l'implantation de la Gigafactory de Vendôme.

La société ELOGEN, s'est engagée dans un projet d'implantation d'une Gigafactory qui s'inscrit dans le plan de relance du gouvernement, et a perçu à ce titre une subvention de la BPI d'un montant de 17 millions d'euros.

Abandon de créance

La société a bénéficié d'un abandon de créance de la part de GTT d'un montant 5 000 000 euros.

Informations complémentaires

Informations relatives aux postes du bilan

• Tableau des immobilisations

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (A)	AUGMENTATIONS (B)	DIMINUTIONS (C)	VALEUR BRUTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (D)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	203 384,00			203 384,00
Brevets				
Fonds commercial	1 400 000,00			1 400 000,00
Autres	1 655 773,00	2 422 336,00		4 078 109,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Autres	5 206 136,00	2 456 420,00	323 176,00	7 339 379,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	200 000,00			200 000,00
Prêts				
Autres	37 774,00	3 865,00		41 639,00

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

• Tableau des amortissements et dépréciations

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (A)	AUGMENTATIONS (B)	DIMINUTIONS (C)	VALEUR BRUTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (D)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	203 384,00			203 384,00
Brevets				
Fonds commercial				
Autres	1 600 960,00	22 762,00		1 623 722,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Autres	3 779 163,00	359 020,00	323 175,00	3 815 008,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Prêts				
Autres				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

• Tableau des provisions

NATURE DE LA PROVISION	VALEUR COMPTABLE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	DOTATION	REPRISE	VALEUR COMPTABLE À LA CLÔTURE
Provisions pour garanties données aux clients	78 487,00		50 000,00	28 487,00
Provision pour risque affaire	936 680,00	364 348,00	936 680,00	364 348,00
Provision pour maintenance	294 600,00			294 600,00
Provision pour perte	2 454 260,00	6 197 834,00	1 784 308,00	6 867 786,00
Provision garantie		79 197,00		79 197,00
Provision sur fonds de commerce	1 400 000,00			1 400 000,00
Provision sur stock	50 980,00	30 721,00	22 769,00	58 932,00
Provision sur comptes clients	100 000,00	44 500,00		144 500,00
Provision sur litiges	78 487,00		50 000,00	28 487,00
Provision sur titres de participations	100 000,00			100 000,00

• État des créances

	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	ENTRE UN AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	41 639,00	41 639,00		
Clients douteux ou litigieux	189 000,00	189 000,00		
Autres créances clients	2 430 608,00	2 430 608,00		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	5 281,00	5 281,00		
ÉTATS ET AUTRES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES				
Impôts sur les bénéfices	614 735,00	614 735,00		
TVA	1 568 258,00	1 568 258,00		
Autres impôts	767 676,00	767 676,00		
Divers	172,00	172,00		
Groupes et associés	336 412,00	336 412,00		
Débiteurs divers	18 782,00	18 782,00		
Charges constatées d'avance	101 636,00	101 636,00		
TOTAL	6 074 199,00	6 074 199,00		
Montants des prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

- État des dettes

	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	ENTRE UN AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	12 500,00	12 500,00		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 070 831,00	4 070 831,00		
Personnel et comptes rattachés	682 413,00	682 413,00		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	302 633,00	302 633,00		
ÉTATS ET AUTRES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES				
Impôts sur les bénéfiques				
TVA	153 541,00	153 541,00		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	528 624,00	528 624,00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	475 546,00	475 546,00		
TOTAL	6 226 088,00	6 226 088,00		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

- État des charges à payer et des produits à recevoir

CHARGES À PAYER	MONTANT	COMMENTAIRE
Factures non parvenues	3 038 732,00	
Dettes fiscales et sociales	784 368,00	
Charges à payer	9 711,00	
TOTAL	3 832 811,00	

PRODUITS À RECEVOIR	MONTANT	COMMENTAIRE
Facture à établir	2 308 597,00	
Subvention	767 676,00	
TOTAL	3 076 273,00	

- État des charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT	COMMENTAIRE
CCA	101 636,00	
TOTAL	101 636,00	

- État des produits constatés d'avance

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT	COMMENTAIRE
PCA	475 546,00	0
TOTAL	475 546,00	

- Capitaux propres

RUBRIQUES	DÉBUT D'EXERCICE	AUGMENTATION DE CAPITAL	RÉDUCTION DE CAPITAL	AFFECTATION DU RÉSULTAT	FIN D'EXERCICE
Capital	4 713 656,00	10 437 500,00	-4 659 475,70		10 491 680,00
Fonds fiduciaires					
Primes liées au capital social					
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	3 811,00				3 811,00
Autres réserves					
Actionnaires capital souscrit non versé		5 812 500,00	0,00		5 812 500,00
Report à nouveau créditeur					
Report à nouveau débiteur	-49 692,00		4 659 475,70	-8 649 890,97	-4 040 107,00
Résultat de l'exercice	-8 649 890,97			8 649 890,97	-10 211 525,98
TOTAL	-3 982 115,97	16 250 000,00			2 056 358,02

Informations relatives à l'effectif

- Tableau de l'effectif moyen N

CATÉGORIE	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cadres	38,00	16,00	54,00
Non-cadres	7,00	1,00	8,00
Employés	3,00		3,00

- Tableau de l'effectif moyen N-1

CATÉGORIE	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cadres	27,00	8,00	35,00
Non-cadres	7,00		7,00
Employés			